

PAYS DE LA LOIRE

LA CONJONCTURE

ECONOMIQUE

SITUATION AU 31/03/2016

DOCUMENT TRIMESTRIEL - LIBRE DE DIFFUSION SOUS RESERVE DE MENTION DE LA SOURCE « POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE »

L'ESSENTIEL

En France, les attentats meurtriers du 13 novembre 2015 à Paris et la douceur des températures à l'automne ont limité la consommation des ménages, qui s'est repliée au quatrième trimestre. Au premier semestre 2016, ces effets ne pèseraient quasiment plus sur la croissance, et, à l'exception des postes les plus affectés par les attentats pour lesquels le redressement serait progressif, la consommation des ménages rebondirait nettement.

En phase avec un climat des affaires qui a rejoint sa moyenne de longue période, la croissance française gagnerait un peu de tonus au premier semestre 2016 (+0,4 % par trimestre). Après une année de reprise modérée en 2015 (+1,1 %), l'acquis de croissance pour 2016 serait à ce niveau dès la mi-année.

Avec la légère accélération de l'activité et le développement des dispositifs visant à enrichir la croissance en emplois, l'emploi marchand continuerait de progresser quasiment sur le même rythme que fin 2015.

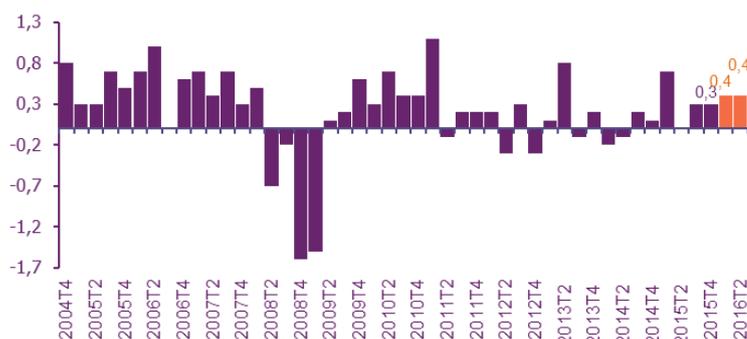
L'emploi total augmenterait plus vite que la population active et le taux de chômage baisserait de nouveau modérément pour atteindre 10,2 % mi-2016 sur l'ensemble de la France.

LA CONJONCTURE NATIONALE

En France, la croissance a atteint +0,3% au quatrième trimestre 2015, comme au trimestre précédent, soit un peu plus que prévu dans la Note de Conjoncture de décembre (+0,2%). La production manufacturière a vivement progressé (+1,1% après +0,2%) entraînant celle des services marchands qui a résisté (+0,5% après +0,5%), malgré les conséquences négatives des attentats.

Dans la construction, la production a cessé de reculer pour la première fois depuis plus de deux ans (+0,2% après -0,8%). Côté demande, la consommation des ménages a été affectée par les attentats et les températures douces (-0,2% après +0,5%), tandis que l'investissement des entreprises a accéléré : +1,3%, après trois trimestres de hausse déjà soutenue. Le commerce extérieur a contribué négativement à la croissance (-0,5 point), trouvant sa contrepartie dans une forte contribution positive des variations de stocks (+0,7 point), pour le deuxième trimestre consécutif.

GRAPHIQUE
PIB (VARIATION TRIMESTRIELLE)



SOURCE : INSEE

TABLEAU
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE

	3T2015	4T2015	1T2016	2T2016
■ données observées				
■ prévisions				
Demande intérieure hors stocks	0,4	0,2	0,5	0,4
Variations de stocks	0,7	0,7	-0,2	-0,1
Commerce extérieur	-0,7	-0,5	0,1	0,1

(Evolution trimestrielle, aux prix de l'année précédente chaînés)

SOURCE : INSEE



pôle emploi

LES MENAGES

En 2015, la consommation des ménages a accéléré en moyenne sur l'année (+1,4 %) dans le sillage de leur pouvoir d'achat, mais a trébuché au dernier trimestre (-0,2 %). Avec la douceur des températures, les dépenses de chauffage et d'habillement ont baissé ; elles rebondiraient au premier semestre par contrecoup. Par ailleurs, la consommation de services, notamment d'hébergement-restauration et de transport aérien a pâti des craintes suscitées par les attentats survenus le 13 novembre : ces dépenses retrouveraient progressivement leur niveau d'avant attentats au cours du premier semestre et, de plus, elles bénéficieraient en juin de l'organisation en France de l'Euro 2016. Au total, la consommation des ménages rebondirait au premier semestre 2016 (+0,8 % au premier trimestre puis +0,4 % au deuxième trimestre), soutenue par la vigueur de leur pouvoir d'achat.

TABLEAU
DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES

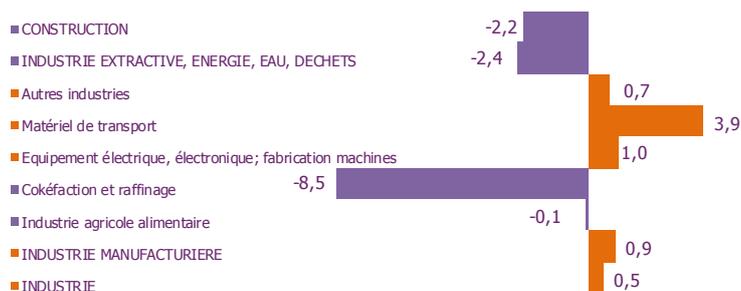
Evolution	janvier-16	février-16	mars-16	Mars 16 / Mars 15	T / T-1 *
Alimentaire	-0,7%	1,4%	-0,6%	1,9%	1,0%
Biens fabriqués	1,6%	-0,4%	-0,3%	3,0%	2,4%
- Biens durables	0,5%	1,4%	1,2%	6,8%	3,3%
- dont automobiles	0,4%	0,5%	1,3%	4,6%	2,4%
- dont éqpt. du logement	0,8%	4,2%	1,4%	13,0%	5,8%
- Textile-cuir	6,3%	-5,5%	-3,6%	-2,4%	2,4%
- Autres biens fabriqués	0,3%	0,3%	-0,6%	0,8%	0,8%
Énergie	3,0%	1,1%	3,5%	3,6%	1,5%
Total	1,0%	0,5%	0,2%	2,7%	1,7%
Produits manufacturés	0,2%	0,4%	-0,1%	2,8%	1,7%

* Trois derniers mois rapportés au trois mois précédents

SOURCE : INSEE

LA PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES

GRAPHIQUE
EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPUIS UN AN * - MARS 2016



* 3 derniers mois / 3 mêmes mois de l'année précédente

SOURCE : INSEE

En France, le climat des affaires s'est amélioré tout au long de 2015 et a atteint 102 en janvier 2016, son plus haut niveau depuis quatre ans. Le climat des affaires dans l'industrie, notamment, est stable au-dessus de sa moyenne de longue période. En revanche, le climat reste dégradé dans le bâtiment.

La production manufacturière ralentirait au premier trimestre 2016 (+0,3 %) puis accélérerait légèrement au deuxième (+0,5 %). Selon les chefs d'entreprise interrogés en février, le climat conjoncturel dans les services est quasi stable, un peu en deçà de sa moyenne de long terme. Au premier semestre 2016, la production croîtrait donc modérément, comme les deux trimestres précédents (+0,5 % par trimestre).

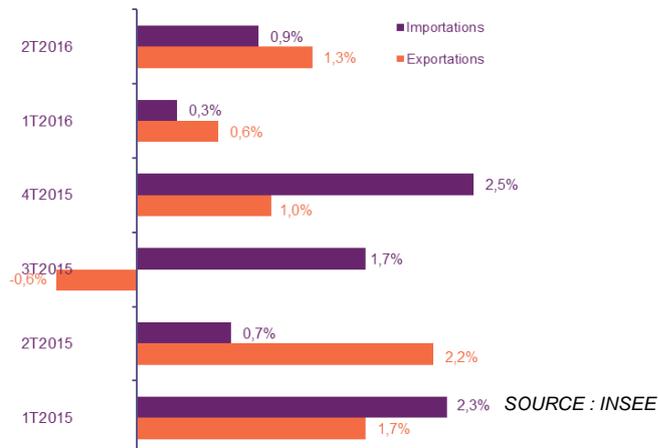
LE SOLDE COMMERCIAL

D'ici mi-2016, les exportations de la zone euro, principalement de l'Allemagne, pâtiraient de la faiblesse de la demande des économies émergentes et des économies anglo-saxonnes. À l'inverse, les importations seraient soutenues par le dynamisme de la demande intérieure, si bien que la contribution du commerce extérieur à la croissance de la zone euro resterait négative.

Les exportations françaises ont rebondi au quatrième trimestre 2015 après un trou d'air à l'été. Sur l'ensemble de l'année, elles se sont élevées de 6,1 %, près de deux fois vite plus que la demande mondiale adressée à la France.

Au premier semestre 2016, elles ne faibliraient pas malgré le ralentissement de la demande mondiale grâce à la livraison de plusieurs grands contrats aéronautiques et navals. La contribution du commerce extérieur serait ainsi faiblement positive au premier semestre.

GRAPHIQUE
EVOLUTIONS DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR TRIMESTRE



SOURCE : INSEE

L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

Depuis début 2015, l'investissement des entreprises augmente significativement, soutenu par de meilleures perspectives de demande, la plus grande capacité à autofinancer leurs projets qu'apporte un taux de marge accru, la baisse des coûts d'emprunt, et l'incitation fiscale du suramortissement de 40 %. Au quatrième trimestre, les entreprises ont ainsi nettement plus investi (+1,3 %), notamment en automobiles et en travaux publics. Dans les enquêtes de conjoncture, les soldes d'opinion des entrepreneurs

des services sur leurs investissements demeurent au-dessus de leur moyenne de long terme tandis que les industriels ont rehaussé leurs perspectives d'investissement pour 2016. Ainsi, l'investissement des entreprises ralentirait légèrement par contrecoup du fort dynamisme fin 2015, mais progresserait encore solidement, de +0,7 % à +0,8. % par trimestre en prévision.

LES ALEAS DE LA PREVISION

Dans le scénario retenu, les importations des économies émergentes resteraient atones, pesant sur les exportations des économies avancées. Pour autant, l'activité ne ralentirait pas car les débouchés intérieurs se substitueraient aux débouchés extérieurs et l'investissement ne faiblirait pas dans la zone euro. De même, l'attentisme né du référendum britannique sur la sortie de l'Union européenne freinerait l'activité au Royaume-Uni mais aurait peu d'effet dans la zone euro. Que le ralentissement émergent soit plus accentué, que les incertitudes sur l'unité de l'Europe s'accroissent ou que la demande des entreprises de la zone euro y soit plus sensible, la croissance serait alors plus faible que prévu.

Dans le scénario retenu, l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et celle des marges des entreprises permises par la baisse du prix des matières premières, se diffusent lentement dans l'activité européenne sous forme de consommation et d'investissement. Mais ce rythme de diffusion pourrait se renforcer, stimulant davantage que prévu la croissance.

LA CONJONCTURE REGIONALE

En mars, la production d'ensemble de l'industrie reste globalement stable. Les commandes étrangères marquent un peu le pas. Les prix reculent légèrement. Les stocks sont jugés encore un peu forts. Les carnets sont stables mais restent bien étoffés. Les prévisions de production à court terme sont favorables.

L'activité des services marchands progresse, tirée par une demande dynamique. Les prix n'évoluent pas. Les trésoreries restent saines. Les prévisions d'activité en hausse pourraient favoriser un renforcement des effectifs

L'activité de la construction s'est inscrite en recul, tant pour le bâtiment et sa composante second œuvre que pour des travaux publics très impactés par la faiblesse de la demande. Les devis se sont affichés en baisse. Les effectifs ont diminués sensiblement. Une amélioration est attendue pour le bâtiment à l'opposé des prévisions dans les travaux publics.

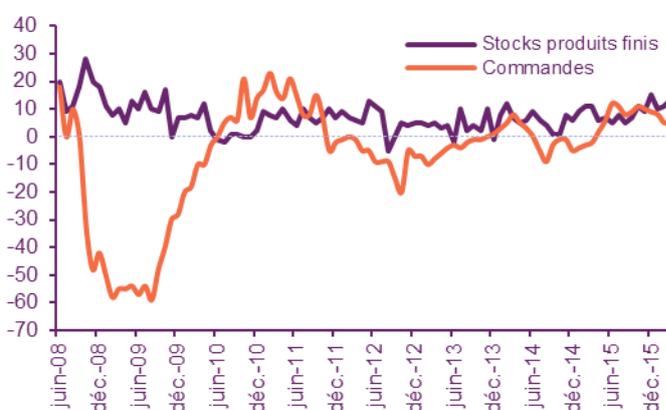
Dans le commerce de gros, les volumes d'achats progressent, tirés par les produits industriels. Les prix sont nettement orientés à la baisse. Les stocks sont appréciés à un niveau inférieur à la normale. Les carnets de commandes sont tout juste satisfaisants. Les prévisions sont favorables, notamment pour les ventes.

ZOOM : UNE PAUVRETE PLUS MARQUEE DANS LES QPV

Depuis 2015, la géographie prioritaire est recentrée sur les territoires urbains les plus fragilisés. Ceux-ci ont été définis principalement en tenant compte de la faiblesse des revenus des habitants. Dans les Pays de la Loire, les 46 quartiers de la politique de la ville rassemblent 146 000 personnes, soit 10 % de la population des unités urbaines concernées. Cette part varie de 6 % à Saint-Nazaire à 17 % à Sablé-sur-Sarthe. Comparée à leur environnement, la situation des habitants de ces quartiers fait apparaître des enjeux différents selon les unités urbaines.

Par construction, les quartiers de la politique de la ville concentrent la pauvreté monétaire des territoires urbains. Dans les Pays de la Loire, 42 % de leurs habitants ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, soit 29 points de plus que dans les unités urbaines. Si les quartiers ligériens sont globalement moins touchés que ceux de France de province, le taux de pauvreté y varie de 38 % à 48 % selon les agglomérations. À Nantes et à Saint-Nazaire, il est inférieur à la moyenne régionale, à la fois dans ces quartiers et dans les unités urbaines. À l'inverse, la situation est dégradée dans les deux cas au Mans et à Laval. Dans les quartiers de la politique de la ville du Mans, la pauvreté monétaire est plus présente qu'en moyenne dans ceux de France de province. À Angers et à La Roche-sur-Yon, la pauvreté est plus diffuse : davantage présente qu'en

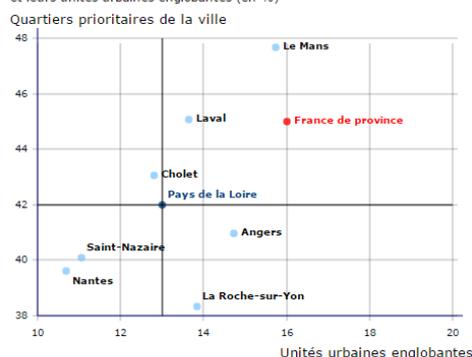
GRAPHIQUE
NIVEAU DES CARNETS DE COMMANDES ET DES STOCKS DANS L'INDUSTRIE



SOURCE : BANQUE DE FRANCE

moyenne régionale dans l'unité urbaine, elle est moins marquée dans les quartiers de la politique de la ville.

Taux de pauvreté dans les quartiers de la politique de la ville et leurs unités urbaines englobantes (en %)



Sources : Insee-DGRIIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2012.

Au total, dans la région, 35 % des personnes pauvres des unités urbaines habitent dans les quartiers de la politique de la ville, soit 1 point de plus qu'au niveau national. Cœur de cible de la politique de la ville, les quartiers de la politique de la ville ne rassemblent pas la totalité des populations en situation de précarité : elles sont dispersées dans l'ensemble de l'espace urbain et plus largement au-delà des frontières des villes.

LE COMMERCE EXTERIEUR

GRAPHIQUE EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS REGIONALES



Au quatrième trimestre 2015, le commerce extérieur régional diminue légèrement son déficit, malgré une diminution des importations (-1,2%). Ce résultat est lié à une baisse moins marquée des exportations (-0,6%).

La forte baisse des exportations résulte principalement de la diminution des produits des industries agroalimentaires (-17,0%), des produits pharmaceutiques (-31,4%) et des hydrocarbures naturels (-23,0%).

Parallèlement, la baisse de 1,2% des importations est principalement portée les hydrocarbures naturels (-20,9%) et les produits pétroliers (-71,9%).

SOURCE : MINISTERE DE L'INTERIEUR

LE CHOMAGE NATIONAL

LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (CATEGORIE A)

Depuis le 2^{ème} trimestre 2011, la demande d'emploi en catégorie A a progressé de façons quasi-continue, même si le rythme de progression a légèrement ralenti depuis mi-2013. Les baisses mensuelles deviennent de plus en plus fréquentes depuis le printemps 2015 et le mois de mars affiche une forte diminution de la demande d'emploi à un niveau pas observé depuis plus de 10 ans.

Ainsi, à fin mars 2016, 3 531 000 demandeurs d'emploi sont recensés en catégorie A, soit 81 200 personnes de plus qu'en mars 2015. Cela représente une hausse annuelle de 0,6%. Sur le mois de mars 2016, une forte baisse est observée (-1,7%). La région des Pays de la Loire enregistre une baisse encore plus importante (-3,8%) et affiche également une diminution de sa demande d'emploi sur l'année écoulée (-1,9%).

TABLEAU EVOLUTION MENSUELLE COMPAREE DE LA DEFM CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	mars 2015	avril 2015	mai 2015	juin 2015	juillet 2015	août 2015	septembre 2015	octobre 2015	novembre 2015	décembre 2015	janvier 2016	février 2016	mars 2016
DEFM Pays de la Loire	175 486	175 346	178 298	176 271	176 241	179 405	175 751	177 402	177 929	177 493	176 180	178 980	172 200
Variation brute	878	-140	2 952	-2 027	-30	3 164	-3 654	1 651	527	-436	-1 313	2 800	-6 780
Variation relative	0,5%	-0,1%	1,7%	-1,1%	0,0%	1,8%	-2,0%	0,9%	0,3%	-0,2%	-0,7%	1,6%	-3,8%
DEFM France	3 509 800	3 536 000	3 552 200	3 553 500	3 551 600	3 571 600	3 547 800	3 589 800	3 574 800	3 580 600	3 552 600	3 591 000	3 531 000
Variation brute	15 400	26 200	16 200	1 300	-1 900	20 000	-23 800	42 000	-15 000	5 800	-28 000	38 400	-60 000
Variation relative	0,4%	0,7%	0,5%	0,0%	-0,1%	0,6%	-0,7%	1,2%	-0,4%	0,2%	-0,8%	1,1%	-1,7%

SOURCE : POLE EMPLOI - DIRECCTE - DARES

LE TAUX DE CHOMAGE

Après avoir atteint 6,8% au premier trimestre 2008 (plus faible taux de chômage depuis le début des années 1980), le taux de chômage France métropolitaine a fortement progressé jusqu'au dernier trimestre 2009 (9,2%) pour entamer une lente décroissance jusqu'au premier semestre 2011 (8,7%). Le chômage est reparti à la hausse jusqu'à l'été 2013.

La fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014 ont été marqué par une légère détente. La France a vu son taux de chômage dépasser la barre des 10% au dernier trimestre 2014.

Depuis le début de l'année 2015, une phase plateau est observée. Le taux de chômage oscille entre 10% et 10,1% depuis plus d'un an. Les récents chiffres de la demande d'emploi laissent augurer une détente sur le front du chômage.

Le second semestre 2016 laisse augurer une diminution du taux de chômage sur le pays.

GRAPHIQUE

EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE - FRANCE METROPOLITAINE



SOURCE : INSEE

LE CHOMAGE REGIONAL

En données CVS, plus de 172 000 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin mars 2015 sur la région. Sur un mois, ce nombre est en diminution de -3,8%, un résultat nettement mieux orienté que celui de France métropolitaine (-1,7%).

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en diminution. La région affiche une baisse de -1,9% de sa demande de catégorie A par rapport à mars 2015. Les moins de 25 ans sont les principaux bénéficiaires de cette reprise avec une baisse annuelle de -10,8%. Les jeunes hommes affichent un résultat encore plus avantageux (-12,1%). Seuls les séniors sont en augmentation sur l'année (+5,2%).

Au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi progresse à l'inverse de la région (+0,6%).

La région se maintient parmi les régions les moins touchées par le chômage. Avec un taux de chômage de 8,9% au quatrième trimestre 2015, elle se place en deuxième position derrière l'Île-de-France.

GRAPHIQUE EVOLUTION ANNUELLE DES DEFM CATEGORIE A EN PAYS DE LA LOIRE



TABLEAU DEMANDEURS D'EMPLOI FIN DE MOIS – CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	mars 2015	février 2016	mars 2016	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	65 590	67 040	64 440	-3,9%	-1,8%
Maine et Loire	40 400	41 530	40 090	-3,5%	-0,8%
Mayenne	11 040	11 210	10 650	-5,0%	-3,5%
Sarthe	29 150	29 630	28 880	-2,5%	-0,9%
Vendée	29 440	29 570	28 140	-4,8%	-4,4%
Pays de la Loire	175 620	178 980	172 200	-3,8%	-1,9%

Au niveau géographique et sur un an, tous les départements sont dans une dynamique de baisse de la demande d'emploi. Les résultats vont de -0,8% pour le Maine-et-Loire à -4,4% pour la Vendée.

Mensuellement, le constat est identique avec des résultats encore plus probants. Les baisses observées vont de -2,5% en Sarthe à -5% en Mayenne.

SOURCE : POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE - DIRECCTE

L'EMPLOI NATIONAL

Au quatrième trimestre 2015, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles augmente de +0,2 % (soit +26 400 postes, -900 au troisième trimestre). Sur un an, il augmente de +47 100 postes, soit +0,3%.

L'emploi continue de reculer mais ralentit les destructions de postes dans l'industrie (-0,3% au quatrième trimestre, soit -8 900 postes) et dans la construction (-0,6 % soit -7 800 postes). Inversement, l'emploi du secteur tertiaire dans son ensemble augmente (+0,4 % soit +43 100 postes, après +0,2 % au trimestre précédent).

L'emploi intérimaire augmente fortement au quatrième trimestre 2015 (+19 100 postes, +3,4 %), à un rythme proche du trimestre précédent (+16 400 postes, +3,0 %). Il est en forte hausse sur un an (+44 200 postes, +8,2 %).

GRAPHIQUE EMPLOI SALARIE – ESTIMATION TRIMESTRIELLE DONNEES CVS



SOURCE : INSEE

L'EMPLOI REGIONAL

Au quatrième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand compte plus de 903 500 postes sur la région. Ce nombre est supérieur à celui du troisième trimestre : +0,4%, soit 3 600 créations de postes.

Sur un an, plus de 7 000 emplois ont été créés, soit une augmentation de +0,8%.

Au niveau départemental, il existe des disparités dans les évolutions.

Mensuellement, tous les départements sont en progression. La Loire-Atlantique, qui représente 41% de l'emploi régional, a enregistré une progression de +0,2% sur le trimestre. La Mayenne est également créatrice d'emploi à hauteur de 0,7% (530 postes) devant la Vendée (+0,6% ; 990 postes). Le Maine-et-Loire et la Sarthe affichent un résultat intermédiaire : +0,4%.

Sur un an, seul la Sarthe connaît des destructions de postes (-220 salariés pour -0,1%). Tous les autres départements créent de l'emploi. Si le Maine-et-Loire affiche une faible croissance (+0,1%), la Mayenne (+0,7%), la Vendée (+1,5%) et la Loire-Atlantique (+1,2%) progressent significativement.

L'évolution trimestrielle par secteur fait état d'une progression de l'emploi dans le tertiaire marchand de +0,8% d'une stagnation dans l'industrie (+0,0%) et d'une régression dans la construction (-1,0%).

Sur un an, les évolutions suivent la même logique sauf pour l'industrie qui maintient des destructions de postes (-0,9%). La construction a perdu près de 4 000 salariés sur l'année écoulée (-4,4%). Le tertiaire marchand est le seul secteur à créer de l'emploi avec près de 13 200 emplois supplémentaires (+2,3%).

GRAPHIQUE EVOLUTION DESAISONNALISEE DU NOMBRE DE SALARIES



SOURCE : INSEE

GRAPHIQUE EVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE – 3ème TRIMESTRE 2015



SOURCE : INSEE

L'EMPLOI INTERIMAIRE

GRAPHIQUE EVOLUTION DU NOMBRE D'INTERIMAIRES (DONNEES CVS)



Statistiques et Indicateurs

Directeur de la publication : Alain MAUNY – Laurence ROSSI
 Directeur de la rédaction : Josette BAREAUD
 Conception et réalisation : Service SEE – Vincent RAGOT

Contact : statsPDL@pole-emploi.fr

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Au mois de février 2016, la région Pays de la Loire affiche une hausse de son emploi intérimaire. On compte plus de 53 700 intérimaires en poste à la fin du mois, soit une augmentation de +1,1% par rapport à fin février 2016. Cette hausse ne reflète pas les résultats nationaux (-1,7%). Sur un an, de février 2016 à février 2015, la tendance régionale est en hausse : +17,9%, soit 8 100 postes supplémentaires.

Parmi les trois grands secteurs utilisateurs, seule la construction enregistre une baisse d'effectif (-5,9% sur un mois). L'industrie (+4,3%) et le tertiaire (+0,3%) tirent l'emploi intérimaire vers le haut.

Toutes les catégories socioprofessionnelles sont en hausse sur le mois de Mars. Les progressions vont de +0,1% pour les ouvriers non qualifiés à +1,8% pour les ouvriers qualifiés. Sur un an, les augmentations sont particulièrement importantes et dépassent les 20% pour les ouvriers qualifiés. Les autres CSP affichent des résultats compris entre +13% et +17%.

Tous les départements sont en hausse sur les 3 dernières années. La Vendée reste moteur avec une progression de +23% sur l'année écoulée.